

## **Dossier hebdomadaire d'aide à la communication de proximité**

Semaine du 7 au 13 janvier 2019

---

édito :

**2019, l'année des solutions et de l'espoir**

articles :

**GOOGLE**

**doit payer ses taxes et ses impôts dus en France**

**GAFA**

**ils suscitent une totale défiance**

**UNION EUROPÉENNE**

**ouvrir des brèches dans la construction capitaliste**

## **2019, l'année des solutions et de l'espoir**

Permettez-moi de vous adresser mes meilleurs vœux de santé et de bonheur à chacune et chacun d'entre vous. L'année 2018 a été une année exceptionnelle à plus d'un titre. Durant toute l'année, les colères sont montées de partout, de toute la France, des salariés du secteur public, des salariés du secteur privé, des retraités, des lycéens, des étudiants, des élus locaux. Toute la France s'est exprimé pour dire : stop, les richesses existent, elles doivent être mieux réparties. Tout le monde doit pouvoir en profiter. Tout le monde doit pouvoir vivre dignement. Tout le monde a le droit à sa part de bonheur.

Si l'année 2018 a été l'année de toutes les colères, l'année 2019 doit être celle des solutions et de l'espoir. Des solutions parce qu'elles existent pour permettre à chacun de vivre dignement et d'être respecté. Ce sont les urgences auxquelles le gouvernement doit répondre rapidement. Celle de l'espoir parce que nous devons relever des défis ensemble, tous ensemble : le défi climatique, le défi de la paix, le défi de la fraternité.

Pour cela, dans la diversité de nos opinions, retrouvons-nous pour bâtir ce modèle de société plus juste, plus humain, plus fraternel et mettre les richesses de ce pays au service de l'intérêt général, au service de toutes et de tous pour vivre ensemble. « L'avenir n'est pas ce qui va arriver mais ce que nous allons en faire », disait Bergson.

**Alors construisons cet avenir tous ensemble.**

Fabien Roussel

GOOGLE

# doit payer ses taxes et ses impôts dus en France

**Selon des documents rendus publics, Google a fait transiter, en 2017, 19,9 milliards d'euros vers les Bermudes, un paradis fiscal, via une société écran basée aux Pays-Bas.**

Cette pratique bien connue, qualifiée de « double sandwich », permet à la multinationale d'éviter de payer ses impôts sur les bénéfices considérables réalisés en Europe et aux États-Unis. Elle montre une nouvelle fois que les GAFA, ces géants américains du numérique qui brassent des milliards de dollars, s'appuient sur des failles juridiques béantes pour pratiquer l'évitement fiscal à haute dose, au détriment des États et des peuples. Ce nouveau scandale démontre en fois de plus que la liste des paradis fiscaux française et européenne est nulle car elle n'empêche en rien ces montages d'optimisation fiscale.

Ces manœuvres représentent un manque à gagner considérable pour les finances publiques. La fraude et l'évasion fiscale coûte 1 000 milliards d'euros à l'Union européenne et entre 60 à 80 milliards d'euros à la France. Ce sont autant d'hôpitaux, d'écoles, de transports collectifs abandonnés faute de moyen.

Face à l'ampleur d'un tel fléau, il est urgent de réagir, sans faiblesse, sous peine

de voir se déliter le principe fondateur du consentement à l'impôt.

Une délégation du PCF va se rendre à Google/France, 8 rue de Londres, pour demander à rencontrer le président de la multinationale américaine. Google doit respecter notre pays, nos lois et payer, comme toutes les entreprises françaises, les différents impôts et taxes dus en France. Indépendamment des failles de la législation française et européenne, il est inadmissible qu'une telle entreprise délocalise ses bénéfices dans des paradis fiscaux.

Il est urgent que la France se dote d'une véritable liste des paradis fiscaux au lieu de la liste bidon adoptée par la majorité gouvernementale et dans laquelle aucun des pays impliqués dans ce nouveau scandale n'apparaît.

Il est urgent de taxer à la source les bénéfices de ces multinationales qui mettent leur siège dans des paradis fiscaux. Nous déposerons prochainement un texte de loi en ce sens. Concernant les multinationales du numérique comme Google, il est urgent de définir juridiquement leur présence digitale dans notre pays pour qu'ils s'acquittent enfin des mêmes taxes et impôts que toutes les entreprises françaises. Des propositions existent dans ce sens. Il faut agir et vite !

Fabien Roussel

## GAFA

# ils suscitent une totale défiance

### **Le mouvement « Europe for Creators » milite pour la protection du droit d'auteur sur internet.**

Il a commandé l'automne dernier un sondage à l'institut Harris Interactive sur l'image et le rôle des GAF A (Google, Facebook, Apple...).

6 600 internautes de 8 pays ont été sollicités. Pour l'observatrice Chloé Woitier, « le vent semble tourner pour les grandes plateformes Internet. Ce sondage dessine un mouvement de défiance envers les GAF A chez les internautes européens ».

La majorité des sondés français pense que ces plateformes ne protègent pas leurs données (71%), dévalorisent l'information (61%), sont une menace pour la souveraineté des Etats (63%). Deux tiers de ces mêmes Français estiment que les GAF A

ont plus de pouvoir que les institutions européennes.

87% des Européens attendent que l'Union européenne fixe des règles protégeant la rémunération des artistes sur des plateformes comme Youtube, Facebook ou Google. Pour les deux tiers de ces européens (et pour 76% des Français), les GAF A ne partagent pas assez avec les « créateurs de contenus » (musiciens, chanteurs, vidéastes...) les revenus de la publicité et des abonnements.

Concernant la rémunération des médias, 81% estiment que ces derniers doivent être rétribués en cas d'utilisation de leurs articles sur les plateformes.

Petit bémol : on remarque que la défiance vis-à-vis des GAF A est nettement moins prononcée dans des pays de l'Est européen (Pologne, Roumanie, Tchéquie) « qui ne s'alarment pas outre mesure » ■

## UNION EUROPEENNE

# ouvrir des brèches dans la construction capitaliste

**Le PCF a fait campagne contre tous les traités européens qui ont construit une UE au service du tout-marché, des banques et de la concurrence, au détriment des souverainetés populaires.**

La construction capitaliste de l'UE mise en œuvre par les classes dirigeantes européennes, crée des marchés de toutes pièces, et impose aux peuples le corset du pacte de stabilité et de croissance et du pacte budgétaire. Ce système aggrave le fossé entre les différents pays européens avec d'un côté l'Allemagne et de l'autre des pays comme la Grèce ou l'Italie. Lors de la crise de 2008-2010, les classes dirigeantes européennes décident d'aller encore plus loin dans cette logique. L'instauration du « semestre européen » renforce le contrôle sur les budgets des Etats.

L'UE n'est pas un « deus ex machina » : le rôle du conseil des chefs d'Etat et de gouvernement ou du conseil européen demeure essentiel. Le véritable coup d'Etat contre la Grèce en juillet 2015 montre clairement la responsabilité des dirigeants nationaux dans l'imposition du 3<sup>e</sup> mémorandum. Face à cela, une sortie de l'euro et de l'UE n'implique en rien une sortie du capitalisme et des logiques de classe en œuvre au sein de l'UE et dans les pays membres. On doit s'attaquer aux classes dominantes en Europe et en France en s'appuyant sur les rapports de force concrets pour les faire évoluer.

Renverser le caractère capitaliste et autoritaire de l'UE signifie montrer concrètement aux peuples qu'une autre logique est possible, en y imposant des mesures qui sont *par nature* incompatibles avec le sens des traités européens. Ce sont les mesures que le PCF, avec Ian Brossat qui est proposé par notre congrès comme tête d'une liste de large rassemblement, avance :

- **offensive démocratique** : remise en cause du pacte budgétaire allant jusqu'à son abolition

- **offensive sociale**, pour les salaires et le pouvoir d'achat :

lutte contre la paupérisation des travailleurs pauvres en Europe qui sont passés de 7 à 10% de la population active alors que le PIB européen ne cesse de croître passant de 15 000 milliards à 17 000 milliards

interdiction des délocalisations intracommunautaires

renforcer les droits des travailleurs détachés. Travail en France signifie travailler sous contrat français

- **offensive fiscale et question de l'argent** :

lutte efficace contre l'évasion fiscale

refondation des missions et du fonctionnement de la BCE qui alimenterait un fonds de développement social et de transformation écologique

- **offensive pour la transition écologique** :

transformation de la PAC

politique européenne de rénovation énergétique

- **offensive contre l'impérialisme** :

refus d'une défense européenne intégrée et de porter à 2% du PIB le budget de la Défense. Désengagement de l'OTAN avec une conférence pan européenne large de paix et de sécurité collective comprenant des pays hors UE comme la Russie.

Toutes ces mesures doivent mener à la conclusion d'un nouveau traité, qui rompe avec les logiques qui sous-tendent la construction européenne depuis l'Acte unique de 1986. Elles illustrent ce que nous entendons par « Union des peuples et des nations libres, souverains et associés » : aucun peuple ne peut se voir imposer un « modèle » de société qu'il récuse. Les peuples et les nations d'Europe doivent pouvoir choisir démocratiquement les axes de coopérations qu'ils souhaitent construire. C'est l'Europe à géométrie choisie, c'est-à-dire une conception souple fondée des coopérations concrètes dans l'intérêt des peuples.

Les rapports de force en Europe sont dégradés. L'extrême droite s'arroge des positions de pouvoir dans des pays de plus en plus nombreux. La droite est sous pression de cette dernière. La social-démocratie est en crise, à commencer par ses partis historiques français et allemand.

Par contre, l'augmentation de 22% du SMIC en Espagne et les politiques du gouvernement portugais montrent qu'une autre voie est possible.

Le PCF n'est pas seul pour mener cette bataille en Europe. Un appel de partis communistes européens est en cours de préparation.

Le PGE (qui n'impose pas de « ligne » sur l'Europe, étant donné la grande diversité des organisations qui en sont membres) prépare un Manifeste.

Ce sont autant de points d'appui pour nous ■

